

there would be little hope of breaking the impasse. The United States attached great importance to the power of an informed and determined world opinion.

For that reason Mr. Austin urged the initiation of an intensive educational campaign to develop understanding of the issues involved among the peoples of all nations. If the people of the world were united in supporting the majority plan, no minority of political leaders could continue to frustrate the public demand for practical action. World attention should be focussed on the necessity for a new spirit of co-operation among all nations. When that had been achieved, the elaboration of the terms of a treaty or convention could go forward rapidly and the Charter pledge to combine efforts for peace and security be redeemed. The offer which the United States had made at the first meeting of the Atomic Energy Commission still stood.

Mr. CASTRO (El Salvador) stated that he had not intended to speak at that meeting, since it was only natural that the representatives of those nations which were then producing atomic energy should be the first to speak in the debate. However, he thought it incumbent on the representatives of the other nations which had noted with dismay the lack of progress in the Atomic Energy Commission to express their desire to co-operate in creating an atmosphere which would further the chance of success.

The delegation of El Salvador wished to state that it was ready to support the efforts of the Commission and eager to study its important recommendations. It would support every measure for effective control which must include free inspection by an international agency of the production of raw materials and of the plants in which atomic energy was used for any purpose. Such inspection was one of the most important features of any system of control, for the peoples of the world would wish to know to what extent the raw materials of atomic energy were being obtained and used. The aim was to ensure that atomic energy was being used for peaceful purposes only.

After a short discussion the Committee agreed to postpone consideration of the Canadian proposal until the following day in accordance with rule 109 of the rules of procedure.

The meeting adjourned at 12.05 p.m.

HUNDRED AND FORTY-FIFTH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Friday, 1 October 1948, at 10.30 a.m.*

*Acting Chairman: Mr. COSTA DU RELS
(Bolivia).*

appréciable d'entre eux s'abstient d'émettre une opinion, il y aura peu d'espoir de trouver une issue. Les États-Unis accordent une grande importance au rôle d'une opinion mondiale bien informée et résolue.

C'est pourquoi M. Austin recommande instamment que l'on entreprenne une campagne d'information intense afin de susciter chez les peuples de tous les pays une compréhension plus vive des problèmes qui se posent. Si les peuples du monde appuyaient tous ensemble le plan de la majorité, aucune minorité de chefs politiques ne pourrait empêcher que l'on prenne les mesures effectives que le monde réclame. Il convient d'appeler l'attention du monde sur la nécessité de créer un nouvel esprit de coopération entre les nations. C'est alors seulement qu'il sera possible d'élaborer rapidement un traité ou une convention, en remplissant ainsi les engagements de la Charte, selon lesquels il faut combiner tous les efforts pour maintenir la paix et la sécurité. Les États-Unis n'ont pas retiré la proposition qu'ils ont présentée à la première séance de la Commission de l'énergie atomique.

M. CASTRO (Salvador) déclare qu'il n'avait pas l'intention de prendre la parole à la présente séance, car il était naturel que les représentants des pays produisant l'énergie atomique soient les premiers à intervenir dans le débat. Il estime néanmoins que les représentants des autres pays, après avoir constaté avec effroi que la Commission de l'énergie atomique n'a réalisé aucun progrès, ont le devoir d'exprimer leur désir de favoriser la création de l'ambiance nécessaire à assurer de meilleures chances de succès.

La délégation du Salvador tient à déclarer qu'elle est disposée à participer aux efforts de la Commission et qu'elle désire vivement examiner les recommandations importantes présentées par celle-ci. Elle appuiera toute mesure destinée à assurer un contrôle efficace — qui devra comprendre une inspection librement consentie et confiée à un organisme international — de la production des matières premières ainsi que des usines qui utilisent l'énergie atomique à quelque fin que ce soit. Cette inspection constitue l'une des mesures fondamentales de tout système de contrôle, car les peuples du monde voudront connaître quel est le volume de l'extraction et le degré d'utilisation des matières premières nécessaires à la production de l'énergie atomique. Le but est d'assurer que l'énergie atomique soit utilisée exclusivement à des fins pacifiques.

A l'issue d'une brève discussion, la Commission décide de remettre au lendemain l'examen de la proposition du Canada, conformément à l'article 109 du règlement intérieur.

La séance est levée à 12 h. 05.

CENT-QUARANTE-CINQUIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le vendredi 1^{er} octobre 1948, à 10 h. 30.*

Président par intérim: M. COSTA DU RELS (Bolivie).

8. Continuation of the discussion on the reports of the Atomic Energy Commission

Mr. TSIANG (China) pointed out that his country occupied a somewhat unique position. While it was one of the sponsors of the General Assembly's resolution concerning atomic energy of 24 January 1946,¹ and was a permanent member of the Atomic Energy Commission, it could not produce atomic weapons and was totally without defences against them. The Chinese people wished all atomic weapons to be prohibited and security, as absolute as possible, was their only concern. The important studies of the Atomic Energy Commission had shown clearly the need for an international control agency and for a minimum sacrifice of national sovereignty, as traditionally conceived.

The objectives defined by the General Assembly in its resolutions of 24 January and 14 December 1946² had been accepted by the entire Commission as necessary and practicable. The technological feasibility of control had been unanimously asserted by experts representing all the States on the Commission including the USSR. The same experts had reported the existence of an intimate relation between the activities required for peaceful purposes and those leading to the production of atomic weapons. They had declared the need to establish appropriate safeguards at the various stages of production. Such safeguards had been worked out by the Commission. The United States proposals had not at first been accepted, since many representatives had been inclined to prefer inspection to management as a method of control. However, after thorough study of the scientific evidence, management by the international authority was accepted as necessary though the USSR could have won support for inspection if it had produced the necessary evidence that inspection alone would have been satisfactory.

It was by such evolution that the proposals of the majority of the Atomic Energy Commission had taken shape. The failure of the USSR to co-operate with the majority was a disappointment. The majority proposals might not be perfect in detail but they were sound on the fundamentals. Repeated questioning had not elicited evidence from the USSR to support its proposals. The revolutionary nature of atomic energy meant that control could not be carried out by traditional

8. Suite de la discussion sur les rapports de la Commission de l'énergie atomique

M. TSIANG (Chine) fait remarquer que, en ce qui concerne cette question, son pays se trouve placé dans une situation un peu particulière. Il est l'un des États qui a recommandé à l'Assemblée générale l'adoption de la résolution en date du 24 janvier 1946¹ sur l'énergie atomique; il est membre permanent de la Commission de l'énergie atomique. Cependant, il ne peut produire d'armes atomiques et il est complètement sans défense contre elles. Le peuple chinois voudrait que les armes atomiques soient interdites. Sa seule préoccupation est l'établissement aussi complet que possible de la sécurité mondiale. Les importantes études effectuées par la Commission de l'énergie atomique ont démontré de la manière la plus claire qu'il était indispensable d'établir un organisme international de contrôle, tout en n'imposant aux différents pays qu'un minimum de sacrifices, pour ce qui est de la souveraineté nationale au sens traditionnel du terme.

La Commission a été unanime à considérer qu'il était nécessaire et possible en pratique de réaliser les objectifs définis par l'Assemblée générale dans ses résolutions en date des 24 janvier et 14 décembre 1946². Les experts de tous les États représentés à la Commission, y compris ceux de l'URSS, ont reconnu que, du point de vue technique, il était possible d'instituer le contrôle. Ces mêmes experts avaient conclu qu'il existait une relation étroite entre les opérations nécessaires à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques et celles permettant la fabrication des armes atomiques. Ils avaient déclaré qu'il était indispensable d'établir, aux divers stades de la production, des mesures de précaution appropriées. Ces mesures avaient été définies par la Commission. Les propositions des États-Unis n'ont pas été acceptées d'emblée, parce que nombre de représentants étaient enclins à préférer, pour le contrôle, le système de l'inspection au système de la direction. Cependant, après une étude détaillée des faits scientifiques, l'on a estimé qu'il était nécessaire d'adopter le principe de la direction d'une autorité internationale. L'URSS aurait cependant pu obtenir des voix en faveur de sa thèse, qui préconisait l'inspection, si elle avait pu fournir la preuve que l'inspection constituerait par elle-même un système de contrôle satisfaisant.

C'est dans cette atmosphère qu'ont été rédigées les propositions de la majorité des membres de la Commission de l'énergie atomique. Le fait que l'URSS n'a point apporté sa collaboration à la majorité a été une déception pour nombre de gens. Les propositions de la majorité ne sont peut-être pas parfaites dans tous leurs détails, mais il n'en reste pas moins qu'elles reposent sur des bases solides. Malgré toutes les demandes d'information qui lui ont été adressées, l'URSS

¹ See *Resolutions adopted by the General Assembly during the first part of its first session*, page 9.

² See *Resolutions adopted by the General Assembly during the second part of its first session*, resolution 41 (I).

¹ Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la première partie de sa première session*, page 9.

² Voir les *Résolutions adoptées par l'Assemblée générale pendant la seconde partie de sa première session*, résolution 41 (I).

methods. Indeed, many scientists urged that a world government was the only means of control, on the ground that national sovereignty was incompatible with the existence of atomic energy. The Commission's proposals limiting national sovereignty in some respects were far more moderate and their rejection by the minority must be deemed to be reactionary. The control such as was envisaged by the majority would apply to all States equally and afforded no grounds for the charge that it would be discriminatory.

As the representative of a country which did not have the atomic bomb, he supported the majority proposals which would give true security as against the illusion of security offered by the minority proposals. For these reasons his delegation would support the Canadian resolution.

Mr. EL-KHOURI (Syria) noted that after three years of work in the Atomic Energy Commission the majority, despite disagreement on certain points, had agreed on certain essentials for the establishment of an international control agency. However, the minority was not in agreement with these points, and after issuing three long reports the Commission had reached a impasse. As a representative on the Commission Mr. El-Khoury had been of the opinion that the Commission ought to have brought its work to a conclusion by drafting a treaty embodying the basis of control on which it had agreed. In the Security Council, members would then have had to assume the responsibility of accepting or rejecting the draft treaty, full publicity being given to their actions

In his view, the Canadian resolution was deficient in proposing no specific action, but a mere recommendation that the minority should accept the proposals of the majority; this he thought them not ready to do. The adoption of this resolution would leave all nations free to continue the production and use of atomic weapons and the terror of atomic energy would remain. Since unanimity was not required in the Atomic Energy Commission, he thought the majority could usefully continue their work toward a draft treaty. He submitted an amendment (A/C.1/309) to the Canadian draft resolution to that effect.

Mr. URDANETA-ARBELÁEZ (Colombia) stated that as a member of the Atomic Energy Commission, the Colombian delegation had accepted the findings and recommendations of the Commission's report.

n'a pas apporté de preuves à l'appui de ses propositions. Le caractère entièrement nouveau de l'énergie atomique signifie que l'on ne saurait établir un contrôle d'après des méthodes traditionnelles. Certains savants vont même jusqu'à soutenir que le seul moyen de réaliser le contrôle serait de former un gouvernement mondial; en effet, la souveraineté nationale est incompatible avec l'existence de l'énergie atomique. Les propositions de la Commission tendant à limiter certains aspects de la souveraineté nationale étaient beaucoup moins radicales, et leur rejet par la minorité ne saurait être qualifié autrement que de réactionnaire. Le système de contrôle envisagé par la majorité s'appliquerait également à tous les États, et il n'existe aucune raison de supposer que les divers pays se trouveraient être traités de manière différente.

En sa qualité de représentant d'un pays qui ne possède pas la bombe atomique, M. Tsiang se range aux vues de la majorité, car les propositions de cette dernière apporteraient une sécurité véritable, alors que les propositions de la minorité n'en donneraient que l'illusion. Voilà pourquoi la délégation de la Chine soutiendra le projet de résolution du Canada.

M. EL-KHOURI (Syrie) fait remarquer que, après trois ans de travail et malgré des divergences sur certaines questions, la plupart des membres de la Commission de l'énergie atomique sont tombés d'accord sur certains points, qui sont essentiels à l'établissement d'un organisme international de contrôle. Cependant, la minorité n'a pas accepté ces vues et, après avoir publié trois longs rapports, la Commission en est arrivée au point mort. En sa qualité de membre de la Commission, M. El-Khoury estime que la Commission aurait dû couronner son œuvre en rédigeant un projet de traité dont le dispositif comprendrait les principes fondamentaux de contrôle sur lesquels l'entente s'est faite. Les membres du Conseil de sécurité auraient alors dû prendre la responsabilité d'accepter ou de rejeter ce projet de traité, et cela au vu et au su de tous.

Pour M. El-Khoury, la résolution canadienne n'est pas suffisante; en effet, elle ne propose aucune mesure concrète et se borne à recommander à la minorité d'accepter les propositions de la majorité. A son avis, il est peu probable que cette recommandation soit suivie. Si cette résolution est adoptée, les nations resteront libres de continuer à produire des armes atomiques et d'en faire usage; les perspectives terrifiantes qu'a fait naître l'énergie atomique ne disparaîtront pas. Étant donné que l'unanimité n'est pas exigée à la Commission de l'énergie atomique, M. El-Khoury pense que la majorité peut fort bien poursuivre ses travaux dans le but de rédiger un projet de traité. A cette fin, il dépose un amendement (A/C.1/309) au projet de résolution du Canada.

M. URDANETA-ARBELÁEZ (Colombie) déclare que, en sa qualité de membre de la Commission de l'énergie atomique, la délégation de son pays a accepté les conclusions et les recommandations que contient le rapport de la Commission.

The Colombian delegation had kept in mind the primary purpose of ensuring full co-operation in the task of eliminating the dangers of atomic weapons. There was fundamental agreement among all the delegations that this danger must be eliminated. The differences concerned the procedure to be followed for its elimination. The majority decided that the first step must be establishment of an international control agency. The minority wished to begin with the prohibition of atomic weapons. The Colombian delegation shared the majority opinion, since it saw no possibility of implementing the prohibition of atomic weapons without an agency of investigation. The world was not sure that atomic weapons were the possession of only one country at the present time and to determine where they existed careful investigation would be necessary.

The objections that the control agency might invade the domestic jurisdiction of States or would result in a monopoly for certain States were unfounded. The international agency proposed by the majority would be established in accordance with the wishes of all States who would participate on an equal footing. The limitation of some sovereign rights implied in that, as was the case in any international treaty, was amply justified for the sake of humanity. With regard to the second objection, he wished to point out that there would indeed be a monopoly but that monopoly would be in the hands of the international agency on behalf of all mankind.

He favoured the Canadian draft resolution and agreed with the Syrian representative whose amendment he was prepared to accept.

Mr. VYSHINSKY (Union of Soviet Socialist Republics) recalled his remarks before the General Assembly on 25 September 1948¹ to the effect that the Atomic Energy Commission had achieved no result in thirty months of existence and had not accomplished a single one of the tasks set by the Assembly's resolutions of 24 January and 14 December 1946. The resolution establishing the Commission gave it the most important task of making specific proposals for the elimination from national armaments of atomic weapons and of all other major weapons adaptable to mass destruction. The Commission was also to make specific proposals for the control of atomic energy to the extent necessary to ensure its use for peaceful purposes only. The resolution of 14 December had again urged the expeditious fulfilment of these terms of reference. That resolution had also recommended the establishment of a system of international control

La délégation colombienne n'a pas perdu de vue l'objectif principal qui est d'assurer une collaboration pleine et entière en vue de l'élimination du danger que présentent les armes atomiques. Que ce danger doit être éliminé, c'est là un point sur lequel toutes les délégations sont d'accord : les divergences de vues ne portent que sur la façon de procéder pour arriver à cette fin. Selon la majorité, le premier pas dans cette voie doit être la formation d'un organisme de contrôle international. La minorité, elle, voudrait commencer par l'interdiction des armes atomiques. La délégation de la Colombie partage le point de vue de la majorité, car elle ne croit pas possible de mettre en application l'interdiction des armes atomiques s'il n'existe pas un organisme d'inspection. Il n'est pas certain qu'un seul pays possède à l'heure actuelle des armes atomiques ; pour déterminer quels sont les endroits où se trouvent ces armes, il sera nécessaire de procéder à une enquête approfondie.

L'organisme de contrôle, dit-on, empiéterait sur la juridiction interne des différents États ou équivaldrait à l'établissement d'un monopole en faveur de certains États. Pour M. Urdaneta-Arbelaéz, ces objections ne sont pas fondées. L'organisme international, tel que la majorité l'envisage, serait établi conformément aux désirs de tous les États qui en feraient partie sur un pied de complète égalité. Cet accord, comme tout traité international, impliquerait la limitation de certains droits de souveraineté, mais cette limitation serait parfaitement justifiée par les bénéfices qu'elle apporterait à l'humanité tout entière. Quant à la seconde objection, l'orateur souligne qu'il y aurait, en effet, monopole, mais que celui-ci serait détenu par un organisme international et s'exercerait au nom de l'humanité tout entière.

Le représentant de la Colombie se déclare en faveur du projet de résolution présenté par le Canada. Il est d'accord avec le représentant de la Syrie et se déclare prêt à accepter son amendement.

M. VYCHINSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle que, le 25 septembre 1948¹, il avait déclaré à l'Assemblée générale que la Commission de l'énergie atomique, en ses trente mois d'existence, n'avait obtenu aucun résultat et n'avait accompli aucune des tâches que lui avaient fixées les résolutions de l'Assemblée en date du 24 janvier et du 14 décembre 1946. Par sa résolution portant création de la Commission, l'Assemblée générale avait confié à cette dernière la tâche extrêmement importante de formuler des propositions déterminées en vue d'éliminer des armements nationaux les armes atomiques et toutes autres armes importantes permettant des destructions massives. La Commission devait aussi soumettre des propositions concrètes en vue d'assurer le contrôle de l'énergie atomique dans la mesure nécessaire pour garantir son utilisation à des fins purement pacifiques. Par sa résolution du 14 décembre 1946, l'Assemblée avait de nouveau instamment prié la Commission de s'acquitter sans

¹ See *Official Records of the third session of the General Assembly*, 143rd plenary meeting.

¹ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale*, 143^e séance plénière.

and inspection within the framework of the Security Council.

Analysis of the work of the Atomic Energy Commission showed that certain States, particularly the United States, had made systematic efforts to avoid implementation of these resolutions of the General Assembly. It was no accident that the United States had systematically rejected all proposals to prohibit the production of atomic weapons and had attempted to substitute for this task assigned by the General Assembly the second task assigned by it, i.e. the establishment of international control, thus pigeon-holing the first task which was the prohibition of atomic weapons. Mr. Vyshinsky thought it ludicrous, however, to establish controls as long as the production of atomic weapons had not been prohibited. The only answer given to the USSR on the crucial question of what the international control agency would actually control had been that to prohibit atomic weapons it was first essential to guarantee international security — old excuses expressly calculated to avoid solution of the basic problems. The prohibition of atomic weapons, Mr. Vyshinsky thought, would be the greatest guarantee of international security and without it any talk of control could merely blind the peoples of the world to the concealed atomic armaments race.

(The basic principles of the Acheson-Lilienthal Report and of the Baruch Plan, so much praised by the representative of the United States, were, in the opinion of the delegation of the Soviet Union, fundamentally erroneous and incapable of solving the problems involved. The basic idea underlying them was to establish international control in successive stages, the initial basic step being control over atomic raw materials. All the other stages, including the most important one, namely, the control of production of atomic fuel, would be postponed indefinitely. The Baruch Plan contained the original idea that the control agency should become the owner of all atomic facilities and factories. But in so far as the basic aim was concerned, the elimination and prohibition of the atomic bomb, the Baruch Plan provided for the termination of production and the disposal of stockpiles only after a corresponding system of control over atomic energy including the refusal to use the atomic bomb as a weapon had been agreed upon and implemented and only after punishments and sanctions had been set up for the violation of control measures. (The Baruch Plan postponed everything essential; it made the central point of the Assembly resolution of 24 January 1946 dependent upon a series of difficult time-consuming conditions.) Since world opinion, as set forth in the resolutions of the General Assembly, had already recognized the banning of the atomic bomb and control of atomic

retard du mandat qui lui avait été confié. Cette dernière résolution recommandait également l'établissement, dans le cadre du Conseil de sécurité, d'un système international de contrôle et d'inspection.

Si l'on analyse les travaux de la Commission de l'énergie atomique, l'on s'apercevra que certains États, et notamment les États-Unis, se sont systématiquement efforcés d'empêcher la mise en pratique de ces résolutions de l'Assemblée générale. Ce n'est point par hasard que les États-Unis ont systématiquement rejeté toutes les propositions tendant à interdire la production des armes atomiques et qu'ils ont tenté de substituer à cette tâche, confiée à la Commission par l'Assemblée générale, la deuxième tâche que l'Assemblée lui avait assignée, c'est-à-dire l'établissement d'un contrôle international. Ainsi, l'on escamotait la première tâche, c'est-à-dire l'interdiction des armes atomiques. M. Vychinsky estime que tant que la production des armes atomiques n'est pas interdite, il est ridicule de vouloir établir un contrôle. L'URSS a posé la question de savoir sur quoi, au juste, porterait le contrôle de l'organisme international; la seule réponse qui ait été donnée à cette question capitale a été que, pour interdire les armes atomiques, il fallait tout d'abord garantir la sécurité internationale. C'est là une échappatoire que l'on ne connaît que trop bien et qui ne vise qu'un seul but: éviter de résoudre les problèmes fondamentaux. Aux yeux de M. Vychinsky, l'interdiction des armes atomiques constituerait la meilleure garantie de sécurité internationale. Sans cette interdiction, tout ce que l'on dira au sujet du contrôle ne servira qu'à masquer aux yeux des peuples la course aux armements atomiques qui se déroule en secret.

Pour la délégation de l'Union soviétique, les principes sur lesquels se fondent le rapport Acheson-Lilienthal et le plan Baruch sont fondamentalement faux et ne sauraient résoudre les problèmes qui se posent, cela quels que soient les éloges que le représentant des États-Unis a décernés à ces rapports. L'idée qui est à la base de ces documents est qu'il faut établir le contrôle international par étapes successives, les premières mesures devant être constituées par l'établissement du contrôle sur les matières premières atomiques. Quant aux autres étapes et notamment à la plus importante, celle du contrôle de la production du combustible atomique, elles seraient remises à une date indéterminée. C'est dans le plan Baruch qu'apparaît pour la première fois l'idée qu'il faudrait confier à l'organisme de contrôle la propriété de toutes les installations et usines atomiques. Mais pour ce qui est du but fondamental, à savoir l'élimination et l'interdiction de la bombe atomique, le plan Baruch prévoit que l'on ne mettra fin à la production et que l'on ne détruira les stocks que lorsqu'un accord sera intervenu pour l'établissement d'un système approprié de contrôle de l'énergie atomique — système devant comprendre l'engagement de ne pas utiliser la bombe atomique à des fins militaires — lorsque cet accord aura été mis en vigueur, et lorsqu'un dispositif de punitions et de sanctions aura été établi pour réprimer toute violation des mesures de contrôle.

energy for peaceful purposes only as an essential task, Mr. Vyshinsky thought that the natural first step should have been the prohibition of atomic bombs.

The unwillingness of certain States to terminate the production of atomic bombs was clearly inconsistent with the decisions of the General Assembly. Since the task ahead was difficult and would take time, the way to show good-will was by stopping the production of the bomb. Despite two decisions by the General Assembly to ban the atomic bomb, some of those who had said they would implement these resolutions were not prepared to accept the simple human logic of taking the unavoidable decision, namely, that while the world was seeking a solution to this most difficult and protracted problem not a single State should manufacture the bomb.

The Soviet Union considered that the Commission had taken a road which led away from the implementation of the Assembly resolutions. It held that the proposals of the majority were incompatible with the Assembly resolutions; but when the delegation of the USSR had pointed this out, it had been told that it was impeding progress.

The lack of realism of the United States proposal could be judged from the statement of Mr. Baruch that the control authority should be a supreme international agency in the field of atomic science with legal authority over scientific development in that domain throughout the world. The development of science could not be carried on at the bidding of a police authority; that such a body should command world science would be both harmful and dangerous. The suggestion was incompatible with implementation of the General Assembly resolutions of 24 January and 14 December 1946.

The representative of the United States had denied Mr. Vyshinsky's statement that the United States of America was refusing to place its atomic facilities at the disposal of an international authority and had said that the contrary had been shown at the very first meeting of the Atomic Energy Commission.¹ Yet it was at that first meeting of the Commission that the United States had introduced the idea of control by stages to which it had adhered ever since. When the representative of the USSR had urged that

En fait, le Plan Baruch remet à une date indéterminée tout ce qui est essentiel. Il subordonne l'exécution de la principale disposition de la résolution de l'Assemblée en date du 24 janvier 1946 à une série de conditions dont chacune est compliquée et demande beaucoup de temps pour être réalisée. M. Vychinsky estime qu'il aurait été normal d'interdire d'emblée les bombes atomiques, puisque l'opinion mondiale, qui a trouvé son expression dans les résolutions de l'Assemblée générale, a déjà reconnu que l'interdiction de la bombe atomique et le contrôle de l'énergie atomique en vue de son utilisation à des fins uniquement pacifiques présentaient une importance primordiale.

Le peu d'empressement que certains États mettent à abandonner la production des bombes atomiques est évidemment incompatible avec les décisions de l'Assemblée générale. La tâche à accomplir est très lourde et son exécution sera longue; aussi le meilleur moyen de faire preuve de bonne volonté serait de mettre fin à la fabrication des bombes. Par deux fois, l'Assemblée générale a recommandé l'abolition de la bombe atomique; pourtant, certains de ceux qui avaient déclaré vouloir appliquer ces résolutions ne se montrent guère enclins à obéir à la logique élémentaire; en effet, la simple logique exigerait qu'aucun État ne produise de bombes atomiques pendant que le monde cherche à résoudre ce problème, problème dont la solution exigera beaucoup d'efforts et beaucoup de temps.

L'Union soviétique considère que la Commission s'est engagée dans une voie qui l'éloigne de la mise en vigueur des résolutions de l'Assemblée. Elle estime que les propositions de la majorité sont incompatibles avec les résolutions de l'Assemblée. Et pourtant, lorsqu'elle exprime cette opinion, la délégation de l'URSS s'entend dire qu'elle empêche tout progrès.

Ce qui montre combien la proposition des États-Unis manque de réalisme, c'est la déclaration de M. Baruch, selon laquelle l'autorité chargée du contrôle doit être une institution internationale souveraine dans le domaine de la science atomique et ayant juridiction sur le développement de la science atomique dans le monde entier. Le progrès de la science ne saurait être subordonné à une autorité policière. Il serait à la fois nuisible et dangereux qu'un organisme de ce genre régie la science dans le monde. Cette proposition est incompatible avec la mise en œuvre des résolutions de l'Assemblée générale en date des 24 janvier et 14 décembre 1946.

Le représentant des États-Unis a déclaré qu'il est inexact de dire, comme le faisait M. Vychinsky, que les États-Unis d'Amérique refusaient de mettre à la disposition d'une autorité internationale les installations d'énergie atomique dont ils disposaient, et a ajouté que la toute première séance tenue par la Commission de l'énergie atomique¹ prouvait qu'il en était autrement. C'est cependant à cette première séance de la Commission que les États-Unis ont introduit le principe du contrôle par étapes, principe dont

¹ See *Official Records of the Atomic Energy Commission*, First Year, First Series, No. 1.

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels de la Commission de l'énergie atomique*, première année, première série, n° 1.

it was essential to consider the time when control should be established over all stages in the manufacture of atomic energy from the mine to the factory producing fissionable material, the delegation of the United States had refused to discuss the matter even along the most general lines and had constantly talked about "consecutive stages".

The second report of the Atomic Energy Commission had indeed insisted on the need for control over raw materials from the very moment they left the mine, but none of the reports indicated that effective control over the factories producing atomic energy was required simultaneously. The USSR delegation had repeatedly insisted on that point from the very beginning. Mr. Vyshinsky maintained that it was impossible to implement the proposal in the second report that international control should begin with control over atomic raw material without control over the other stages; otherwise, the factories could continue to work full blast preparing atomic bombs.

For that reason, the USSR could not accept the United States proposal which it believed to be incompatible with the decision of the General Assembly. The suggestion of having an international control authority over raw materials only, before discussing control of the fissionable products revealed the true intent of the authors of the United States proposal, not to establish any kind of control and to postpone indefinitely the prohibition of atomic weapons.

The USSR insisted, Mr. Vyshinsky said, that the establishment of international control of atomic energy must be preceded by a prohibition of atomic weapons. Thereafter control of the implementation of the prohibition would be the task of a strong and effective international control organ. The character of the weapon as an instrument of aggression for mass destruction required this.

On the question of inspection, Mr. Vyshinsky found United States policy inconsistent. The United States had first insisted on international inspection as the most effective method of control. But after the USSR delegation had submitted a plan for the organization of international inspection,¹ the United States representative had said that inspection was not really so important and could be an effective means of control only when connected with other measures. The USSR had proposed periodic inspections and special investigations by the international control organ. It still considered such inspection a necessary prerequisite for control. However, the majority of the Atomic Energy Commission had brushed the proposal aside.

ils ne se sont jamais départis. Lorsque le représentant de l'URSS a fait valoir qu'il était indispensable d'envisager le moment où un contrôle devrait être établi sur toutes les phases de la production de l'énergie atomique, de la mine à l'usine productrice de substances fissiles, la délégation des États-Unis a refusé de discuter de la question, même sur un plan très général, et a constamment parlé « d'étapes consécutives ».

Certes, le deuxième rapport de la Commission de l'énergie atomique insiste sur la nécessité d'un contrôle des matières premières à partir du moment où elles sortent de la mine, mais aucun des rapports ne donne à entendre qu'il est nécessaire d'établir, en même temps, un contrôle efficace sur les usines productrices d'énergie atomique. C'est sur ce point que la délégation de l'URSS n'a cessé d'insister depuis le début des débats. M. Vychinsky maintient qu'il est impossible de donner suite à la proposition contenue dans le deuxième rapport, suivant laquelle le contrôle international doit commencer par le contrôle des matières premières atomiques, sans établir un contrôle sur les autres étapes du processus. En effet, si l'on procédait autrement, les usines pourraient continuer à fabriquer sans relâche des bombes atomiques.

C'est pour cette raison que l'URSS ne peut accepter la proposition des États-Unis, qu'elle estime incompatible avec la décision de l'Assemblée générale. Lorsqu'il est question d'établir une autorité internationale de contrôle sur les seules matières premières, avant de discuter le problème du contrôle des produits fissiles, on perçoit bien l'intention véritable des auteurs de la proposition des États-Unis qui est d'empêcher l'établissement d'une forme de contrôle quelconque et de retarder indéfiniment l'interdiction des armes atomiques.

De l'avis de l'URSS, il faut absolument que la création d'un contrôle international de l'énergie atomique soit précédée d'une interdiction des armes atomiques. Par la suite, un organe international de contrôle puissant et efficace sera chargé de faire respecter cette interdiction. Cela est nécessaire, étant donné que l'arme atomique est un instrument d'agression servant à la destruction en masse.

Parlant ensuite de la question de l'inspection, M. Vychinsky considère que la politique des États-Unis manque de cohérence. Les États-Unis ont tout d'abord défendu le principe de l'inspection internationale, faisant valoir qu'elle est la méthode de contrôle la plus efficace. Toutefois, après que la délégation de l'URSS eut présenté un plan d'organisation de l'inspection internationale², le représentant des États-Unis a déclaré que l'inspection n'était pas vraiment d'une telle importance et ne pouvait être un moyen efficace de contrôle que si elle était liée à d'autres mesures. L'URSS a proposé des inspections périodiques et des enquêtes spéciales qui seraient menées par l'organe international de contrôle. Elle n'a pas cessé de considérer que ce genre d'inspection est une condition préalable indispensable du contrôle. La majorité des membres de la Commission de l'énergie atomique a cependant écarté cette proposition.

¹ See document AEC/24.

² Voir le document AEC/24.

The report of the four Powers submitted to the Working Committee in 1948,¹ instead of analysing the important USSR proposal for a convention on the prohibition of the use of atomic energy, had been confined to a technical survey. That report adduced technical considerations to show the allegedly unsatisfactory character of the USSR plan. But what were those technical considerations? The most important was an assertion that the USSR plan would not prevent clandestine activities and the diversion of fissionable material to armaments. It was argued that the only way of controlling the quantity of fissionable materials in use, as well as their diversion, was to hand over all production facilities to the ownership of an international authority. But in this too, the report was inconsistent for while it was deemed essential to establish international ownership of atomic materials and facilities, on the other hand, a system of production quotas had been proposed. The establishment of a system of quotas would render the establishment of an international control authority pointless as the production of atomic materials would be entirely regulated by the system of quotas.

The United States plan called for an international organ with complete authority over all activities related to atomic energy in the territories of all States on the ground that otherwise effective control could not be achieved. Mr. Vyshinsky thought this ridiculous.

The third report of the Atomic Energy Commission stated that a convention for the prohibition of atomic weapons could give no assurance that States would in fact destroy atomic weapons in their possession and carry out their obligations. But it had never been suggested that a convention for the prohibition of atomic weapons would itself solve the problem. International inspection must be established to ensure that the convention did not remain ineffective. (But international control without a prohibition of the atomic weapon was mere empty talk.) Generalissimo Stalin himself had stated to a representative of the United Press, in October 1946, that it was essential to a workable convention to establish strict international control.

However, Mr. Vyshinsky believed that the control authority proposed in the United States plan would be not international but an American-controlled international trust owning all atomic material, all facilities and all enterprises connected in any way with the production of atomic energy. It would be an unprecedented monopoly for the exploitation of atomic energy in all its branches handing out licences and quotas as it chose.

¹ See *Official Records of the Atomic Energy Commission*, Third Year, Special Supplement, Third Report to the Security Council, page 29.

Le rapport des quatre Puissances présenté au Comité de travail en 1948¹, au lieu d'analyser l'importante proposition qu'avait présentée l'URSS en vue de l'établissement d'une convention sur l'interdiction de l'emploi de l'énergie atomique, se bornait à une étude d'ordre technique. Ce rapport cherchait à prouver, par des considérations d'ordre technique, que le plan de l'URSS n'était pas satisfaisant. Quelles étaient cependant les considérations d'ordre technique mises en avant ? On faisait valoir, en premier lieu, que le plan de l'URSS n'empêcherait pas les activités clandestines et le détournement des matières fissiles vers les armements. On estimait que la seule façon de contrôler la quantité de matières fissiles employées, et d'empêcher en même temps des détournements, était de rendre une autorité internationale propriétaire de toutes les installations de production. Là encore, ce rapport manquait de cohérence, car tout en jugeant indispensable de transférer à une autorité internationale la propriété des matières premières et des installations servant à la production de l'énergie atomique, il proposait un système de contingentement de la production. Si l'on crée un système de contingentement, il devient sans objet d'établir une autorité internationale de contrôle, puisque la production de matières premières atomiques serait réglementée entièrement par le système des contingentements.

Le plan des États-Unis prévoit un organe international qui aurait autorité pleine et entière sur toutes les activités relatives à l'énergie atomique dans les territoires de tous les États, en alléguant que si l'on procédait autrement, il serait impossible d'exercer un contrôle efficace. M. Vychinsky estime que cette thèse est absurde.

Le troisième rapport de la Commission de l'énergie atomique déclare qu'une convention prévoyant l'interdiction des armes atomiques ne peut donner aucune garantie que les États détruiraient effectivement les armes atomiques qu'ils possèdent et exécuteraient leurs obligations. Personne n'a jamais dit qu'une convention prévoyant la prohibition des armes atomiques suffirait par elle-même à résoudre le problème. Il faut établir un système d'inspection internationale pour faire en sorte que la convention ne reste pas lettre morte. Il n'en reste pas moins qu'un contrôle international sans l'interdiction de l'arme atomique est une pure illusion. Le généralissime Staline lui-même a déclaré à un représentant de l'*United Press*, en octobre 1946, qu'il était indispensable d'établir un contrôle international rigoureux pour qu'une convention puisse être applicable.

Toutefois, M. Vychinsky estime que l'organe de contrôle envisagé dans le plan des États-Unis ne sera pas un organe international, mais un trust international sous contrôle américain, qui possèdera tous les produits fissiles, toutes les installations et toutes les entreprises intéressant d'une manière ou d'une autre la production de l'énergie atomique. Ce serait un monopole sans précédent pour l'exploitation de l'énergie atomique sous toutes ses formes, qui permettrait d'accorder arbitrairement des licences et des contingents.

¹ Voir les *Procès-verbaux officiels de la Commission de l'énergie atomique*, troisième année, supplément spécial, troisième rapport au Conseil de sécurité, page 29.

The real meaning and purpose behind the United States plan were not difficult to understand from all this. The Executive Committee of the Association of Scientific Workers had pointed out, in August 1947, that the control organ would have the right to decide whether any State should be allowed to build atomic factories. The British Atomic Scientists Association had also stated that the control organ would be empowered to interfere in the economic life of nations to an extent incompatible with national sovereignty and unnecessary for the control of atomic energy. That Association had suggested that guarantees be given that the control organ would not be transformed into a world-wide espionage network. It was remarkable that the United States plan proposed the establishment of a control system while rejecting the demand for the prohibition of atomic weapons.

(Some delegation of national sovereignty might well be necessary for the control of atomic energy but it was essential to provide guarantees that the control organ would perform the tasks entrusted to it and be a true international agency. (The control organ proposed by the majority of the Atomic Energy Commission was not such an international body since the United States would always be able to count upon a voting majority.) Mr. Vyshinsky repeated that the USSR was willing to waive part of its sovereignty for the general welfare of mankind but not unless, as an essential prerequisite, it could count on the co-operation of other States. It would certainly not do so under conditions such as prevailed during that present session of the General Assembly when all the representatives of Eastern Europe had been excluded from election as officers of the Assembly and its Committees. That, he believed, was a conspiracy of the majority against the rights of the minority. If minority rights were violated on such unimportant questions, how could the minority expect justice in an international control agency? It could only expect that the agency would prescribe stifling regulations which would strangle the national economies of the minority States. The Soviet Union could only waive part of its sovereignty in favour of the general welfare of all mankind including that of the Soviet Union. It would not be deluded by grandiloquent gestures into accepting a plan which concealed the purpose of ensuring for the United States of America an uncontrolled right to interfere, by means of a mechanical majority, in the economies of all other countries. Such a plan did not provide for the elimination of atomic weapons at all, but postponed it to the Greek kalends.

Mr. Vyshinsky recalled that the United States delegation had pressed its own plan of control in the Commission against all alternative proposals. On 5 July 1946¹, the representative of France, Mr. Joliot-Curie, had supported the view that one

Aussi est-il facile de comprendre les intentions et buts véritables que masque le plan des États-Unis. Le Comité exécutif de l'Association of Scientific Workers a souligné, en août 1947, que l'organe de contrôle aurait le droit de décider si un certain État serait autorisé à construire des usines produisant de l'énergie atomique. La British Atomic Scientists Association a également déclaré que l'organe de contrôle serait autorisé à intervenir dans la vie économique des nations dans une mesure incompatible avec la souveraineté des États et non justifiée par les besoins du contrôle de l'énergie atomique. Cette Association a suggéré que l'on prévoise des garanties assurant que l'organe de contrôle ne se transformera pas en un réseau mondial d'espionnage. Il est surprenant que le plan des États-Unis propose l'établissement d'un système de contrôle, alors qu'il rejette la demande d'interdiction de l'arme atomique.

Il sera peut-être nécessaire que les nations délèguent une partie de leur souveraineté pour permettre le contrôle de l'énergie atomique, mais il est indispensable de s'assurer que l'organe de contrôle s'acquittera effectivement de la tâche qui lui est confiée et sera véritablement international. L'organe de contrôle que propose la majorité de la Commission de l'énergie atomique n'est pas vraiment international, étant donné que les États-Unis pourront toujours compter sur le vote d'une majorité. M. Vychinsky répète que l'URSS est disposée à abandonner une partie de sa souveraineté dans l'intérêt du bien-être de l'humanité tout entière, à la condition essentielle toutefois de pouvoir compter sur la collaboration des autres États. Il est certain que l'URSS n'en fera rien dans des conditions telles que celles qui règnent pendant la présente session de l'Assemblée générale, alors qu'aucun des représentants des États de l'Europe orientale n'a été élu au bureau de l'Assemblée ni de ses Commissions. M. Vychinsky voit là une coalition de la majorité contre les droits de la minorité. Si les droits de la minorité sont violés à propos de questions aussi peu importantes, comment cette minorité peut-elle espérer qu'il lui soit fait justice au sein d'un organe de contrôle international ? Elle peut s'attendre, au contraire, à ce que cet organe prescrive une réglementation tracassière qui étoufferait l'économie des États de la minorité. Si l'Union soviétique renonce à une partie de sa souveraineté, ce ne peut-être qu'au bénéfice de toute l'humanité, l'URSS y comprise. Elle ne se laissera pas bernier par des démonstrations grandiloquentes et n'acceptera pas un plan dont le but secret est de donner aux États-Unis d'Amérique le droit illimité d'intervenir dans la vie économique de tous les autres pays, par le moyen d'une majorité automatique. Un tel plan ne prévoit aucunement l'élimination des armes atomiques ; il la remet, au contraire, aux calendes grecques.

M. Vychinsky rappelle que la délégation des États-Unis a insisté au sein de la Commission pour que son plan de contrôle soit adopté de préférence à tout autre. Le 5 juillet 1946¹, M. Joliot-Curie, représentant de la France,

of the first stages of the control plan should be the termination of the production of atomic weapons. Thereupon, the representative of the United States had said that his delegation had never objected to the bringing about of the conditions necessary for terminating the production of atomic bombs. The Chairman, Mr. Evatt, then had said that the United States agreed to termination of the production of atomic weapons and stockpiling of atomic weapons provided that the control plan was adopted. He had supported that view on behalf of Australia. But when Mr. Joliot-Curie said that the production of atomic bombs must stop while the negotiations were in progress, the United States representative said that his Government could not take the termination of production of atomic weapons as a starting point but only as the culmination of negotiations because of public opinion in the United States. Earlier he had said that opinion would be irritated by a convention prohibiting the production of atomic bombs which would only increase international tension or friction.

In 1947, opinion in the Atomic Energy Commission seemed to favour a proposal for the destruction of atomic bombs and for utilizing the atomic fuel contained in them for peaceful purposes. Australia, supported by the United Kingdom, Canada, and others submitted a formal proposal to that effect which it was obliged to withdraw at the next meeting because of United States objections. The United Kingdom also modified its policy for the same reason. These facts, Mr. Vyshinsky believed, made it clear that the United States desired to carry out a dictatorial policy under the illusion that it was still a monopolist in the field of atomic energy, an illusion recently expressed again by Mr. Dewey, the Republican presidential candidate, thus offering confirmation of the aggressive foreign policy of leading Republican circles in the United States.

Mr. Vyshinsky adverted also to a statement of the Chairman of the United States Atomic Energy Commission, Mr. Lilienthal, to the effect that United States security depended partly on the secrecy of certain information which gave the United States a temporary monopoly in the atomic field which should be maintained as long as possible. For that purpose Mr. Lilienthal had said that the exchange of scientific knowledge among American scientists would have to be controlled. Mr. Vyshinsky asked whether there could be any doubt that the United States delegation did not wish to terminate its alleged monopoly but rather to keep the atomic bomb as long as possible? It was thus clear that the United States was not interested in implementing the General Assembly resolutions of 24 January and 14 December 1946.

For clarification of the policy of the United

¹ Third meeting of Sub-Committee I of the Atomic Energy Commission; see document AEC/Sub.I/3.

exprimait l'avis que l'une des premières mesures du plan de contrôle devait être la cessation de la fabrication des armes atomiques. Le représentant des États-Unis a répondu que sa délégation ne s'était jamais opposée à ce que l'on prenne des mesures préparatoires en vue de faire cesser la fabrication des bombes atomiques. Le Président de la Commission, M. Evatt, a déclaré alors que les États-Unis acceptaient qu'il soit mis fin à la fabrication et au stockage des armes atomiques, sous réserve de l'adoption du plan de contrôle. Il a appuyé ce point de vue au nom de l'Australie. Toutefois, lorsque M. Joliot-Curie a déclaré que la fabrication des bombes atomiques devait être suspendue pendant le cours des négociations, le représentant des États-Unis a déclaré que son Gouvernement ne pouvait considérer l'abandon de la fabrication des armes atomiques comme un point de départ, mais seulement comme l'aboutissement des négociations, et cela à cause de l'opinion publique américaine. Il avait déclaré auparavant que cette opinion publique serait mécontente d'une convention qui interdirait la fabrication de bombes atomiques et que cela ne ferait qu'accroître la tension internationale.

En 1947, la Commission de l'énergie atomique semblait être en faveur d'une proposition prévoyant la destruction des bombes atomiques et l'utilisation, à des fins pacifiques, du combustible nucléaire qu'elles contiennent. L'Australie, appuyée par le Royaume-Uni, le Canada et d'autres pays, a officiellement présenté une proposition dans ce sens, mais elle fut obligée de la retirer à la séance suivante par suite des objections soulevées par les États-Unis. Le Royaume-Uni a également modifié son attitude pour la même raison. M. Vychinsky estime que ces faits prouvent le désir des États-Unis de poursuivre une politique dictatoriale, avec l'illusion qu'ils détiennent toujours le monopole de l'énergie atomique, illusion dont M. Dewey, le candidat républicain à la présidence, a donné récemment un nouvel exemple, illustrant ainsi la politique étrangère agressive des chefs républicains aux États-Unis.

M. Vychinsky mentionne également une déclaration de M. Lilienthal, Président de la Commission de l'Énergie atomique des États-Unis, dans laquelle il affirme que la sécurité des États-Unis dépend en partie du secret de certains renseignements qui donnent provisoirement aux États-Unis un monopole en matière d'énergie atomique, monopole qu'il conviendrait de conserver le plus longtemps possible. M. Lilienthal a déclaré qu'il faudrait, à cette fin, surveiller l'échange des connaissances scientifiques entre les savants américains. M. Vychinsky demande si l'on peut encore douter que la délégation des États-Unis, loin de songer à mettre fin au prétendu monopole américain, tient au contraire à conserver la bombe atomique aussi longtemps que possible? Il est donc évident que les États-Unis n'ont pas intérêt à ce que les résolutions de l'Assemblée générale des 24 janvier et 14 décembre 1946 soient mises en œuvre.

Pour mettre en lumière la politique des États-

¹ Troisième séance de la Sous-Commission I de la Commission de l'énergie atomique; voir le document AEC/Sub.I/3.

States, Mr. Vyshinsky pointed also to a speech by President Truman, who had declared concerning tests at Eniwetok Atoll, that the improved bombs revealed considerable "progress". Mr. Vyshinsky believed that use of the word "progress" in such a context threw much light on United States policy in respect of atomic energy. One United States leader had said that the task was to improve atomic weapons; another had stated that it was necessary to develop utilization of atomic energy for warlike purposes; a third was enthusiastic about "progress" in the field of atomic destruction. It was clear that any attempt to blame the USSR for the failure of the work of the Atomic Energy Commission was mere propaganda.

Mr. Vyshinsky considered that the majority proposals of the Atomic Energy Commission were contrary to the General Assembly's resolution of 14 December 1946 in that they proposed the establishment of an international control agency outside the framework of the Security Council. It was clear that the United States wished to give the control authority, not an international character, but an American character. In his speech to the First Committee, Mr. Austin had endeavoured to prove that it would be in conformity with the Assembly's decision.¹ As in the case of the Interim Committee, the United States was following a policy of seeking something to "counter-balance" the Security Council.¹

As the British Atomic Scientists Association had pointed out in January 1947, there could not be two independent organs responsible for the implementation of an international agreement. The organ for the control of atomic energy could not be substituted for the Security Council and must be under the Security Council, if it were not at the same time to be judge, jury, and prosecutor in respect of violations.

The United States plan contemplated an octopus-like control body, a kind of secret police, which was ludicrous. The First Report of the Atomic Energy Commission had made clear that the problem of safeguards was political. Effective measures against the monopoly of raw materials or the seizure of facilities by a country which had decided to carry out aggression could be provided only by a political body and not by technical means alone. Not only did the United States plan violate the basic principles of the United Nations and ignore the decision of the Assembly but it imposed no strict obligation upon States in order to prohibit the manufacture of atomic weapons.

The USSR proposals were based upon the

Unis, M. Vychinsky tient également à rappeler un discours du Président Truman, où celui-ci déclarait, à propos des essais qui ont eu lieu à l'atoll d'Eniwetok, que les nouvelles bombes représentaient un grand « progrès ». M. Vychinsky estime que l'emploi du mot « progrès » dans un tel contexte met bien en lumière la politique poursuivie par les États-Unis d'Amérique en ce qui concerne l'énergie atomique. L'un des dirigeants des États-Unis a déclaré que son pays avait pour tâche de perfectionner les armes atomiques; un autre a affirmé qu'il était nécessaire de développer l'utilisation de l'énergie atomique à des fins de guerre; un troisième a souligné avec enthousiasme les « progrès » accomplis dans le domaine des moyens de destruction atomique. Il est clair que toute tentative d'attribuer à l'URSS la responsabilité de l'échec des travaux de la Commission de l'énergie atomique relève de la seule propagande.

M. Vychinsky est d'avis que les propositions de la majorité de la Commission de l'énergie atomique sont en opposition avec la résolution de l'Assemblée générale en date du 14 décembre 1946, en ce sens qu'elles prévoient la création d'un organe de contrôle international en dehors du cadre du Conseil de sécurité. Il apparaît clairement que les États-Unis veulent donner à l'organe de contrôle non pas un caractère international, mais un caractère purement américain. Dans son discours à la Première Commission, M. Austin s'est efforcé de démontrer que le nouvel organe serait conforme aux décisions de l'Assemblée¹. Comme ils l'ont fait à propos de la Commission intérimaire, les États-Unis cherchent à créer un organe susceptible de « faire contrepoids » au Conseil de sécurité.

Ainsi que la *British Atomic Scientists Association* l'a souligné en janvier 1947, on ne peut avoir deux organes indépendants responsables de la mise en application d'un accord international. L'organe chargé du contrôle de l'énergie atomique ne saurait remplacer le Conseil de sécurité; on devrait, au contraire, le subordonner au Conseil, si l'on ne veut pas qu'il soit à la fois juge, jury et procureur général en ce qui concerne les violations de la convention.

Le projet des États-Unis prévoit la création d'un organe de contrôle tentaculaire, d'une espèce de police secrète, qui est ridicule. Le premier rapport de la Commission de l'énergie atomique a établi clairement que le problème des mesures de précaution était un problème politique. Des mesures efficaces contre la monopolisation des matières premières, ou l'action à entreprendre en cas de saisie des installations par un pays décidé à commettre une agression, exigent l'intervention d'un organisme politique, et non pas seulement la mise en œuvre de moyens techniques. Non seulement le projet des États-Unis viole les principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies et passe outre aux décisions de l'Assemblée, mais il n'impose aux États aucune obligation stricte qui leur interdise la fabrication d'armes atomiques.

Les propositions de l'URSS sont basées sur la

¹ See *Official Records of the third session of the General Assembly*, First Committee, 144th meeting.

¹ Voir les *Documents officiels de la troisième session de l'Assemblée générale*, Première Commission, 144^e séance.

possibility of establishing effective international control. The USSR believed that the adoption of its plan for two conventions, the first for the prohibition of atomic weapons, and the second for control, would be a vital contribution to the cause of peace and security. It was untrue to say that it would represent unilateral disarmament by the United States since the prohibition of atomic weapons would bear upon all States equally. It would bring security for all, not only for the United States or the USSR.

It was also untrue to say that the United States plan provided greater security against violations. The obligations mentioned in the United States plan could be violated just as easily as those in the USSR plan. They did not in themselves prevent evasion or the seizure of atomic materials and facilities by a State determined to commit aggression.

It was illogical that the United States plan accounted the seizure of facilities a grievous violation of the convention but would not take the same view of attempts to utilize atomic energy for purposes of war. That should be the most important obligation entered into by the parties to the convention.

Mr. Vyshinsky emphasized again that control could only be related to the prohibition of the atomic weapon and was meaningless without it. It should be the task of the international control agency to secure the implementation of obligations assumed by the parties to the convention not to use atomic energy for warlike purposes. To establish a control agency for any other purpose would be senseless. He repeated that the resistance of the United States, in the Atomic Energy Commission, to the USSR proposal that atomic weapons should be banned clearly showed that the United States had no desire to establish practical international control of atomic weapons and weapons of mass destruction.

Mr. Vyshinsky stated that the basic difference between the two plans lay in the fact that the United States plan provided the international control agency with the right to continue research in the warlike uses of atomic energy, whereas the USSR plan proposed a total ban on such activities, while leaving States free to utilize atomic energy for scientific, peaceful and humanitarian purposes. He believed it was a mockery of the General Assembly's resolutions to suggest that the international agency should carry out research and perfect atomic weapons still further. The USSR could not surrender itself to the mercies of such a body which would act as the majority of its members wished it to act.

In conclusion the representative of the USSR stated that the resistance of the United States to the prohibition of atomic weapons together with the atomic armaments race which was

possibilité d'établir un contrôle international efficace. L'URSS croit que l'adoption de son projet, qui prévoit deux conventions, l'une pour l'interdiction des armes atomiques et la seconde pour la création d'un système de contrôle, constituerait une contribution essentielle à la cause de la paix et de la sécurité. Il est inexact de dire que ce projet exige des États-Unis un désarmement unilatéral, puisque l'interdiction des armes atomiques s'applique de la même manière à tous les États. Le projet assurerait la sécurité à toutes les nations, non pas seulement aux États-Unis ou à l'URSS.

De même, il est inexact de dire que le projet des États-Unis offre de meilleures garanties contre les violations. Les obligations imposées par ce projet peuvent être violées aussi facilement que celles qui sont prévues dans le plan de l'URSS. Ces obligations n'empêchent pas en elles-mêmes les subterfuges, ou la saisie de matières premières ou d'installations atomiques par un État décidé à commettre une agression.

Le projet des États-Unis manque d'esprit de suite lorsqu'il considère la saisie des installations comme une violation très grave de la convention, mais n'attache pas la même importance aux tentatives d'utiliser l'énergie atomique à des fins de guerre. C'est cela pourtant qui devrait faire l'objet de l'obligation la plus stricte à imposer aux signataires de la convention.

M. Vychinsky souligne une fois de plus que le contrôle de l'énergie atomique doit être lié à l'interdiction des armes atomiques ; sinon il perd toute signification. C'est à l'organisme de contrôle international que doit revenir la tâche de veiller à la mise en application de la clause que doivent accepter les signataires de la convention et qui interdit d'utiliser l'énergie atomique à des fins de guerre. Un organisme de contrôle que l'on créerait à d'autres fins que celle-là n'aurait aucune raison d'être. La résistance que les États-Unis ont opposée, au sein de la Commission de l'énergie atomique, à la proposition de l'URSS qui tend à interdire explicitement les armes atomiques, montre clairement que les États-Unis n'ont aucun désir de voir établir un contrôle international effectif des armes atomiques et des autres moyens de destruction massive.

M. Vychinsky déclare que la différence essentielle qui sépare les deux projets réside en ceci que le projet des États-Unis accorde à l'organisme de contrôle international le droit de poursuivre des recherches relatives à l'utilisation de l'énergie atomique à des fins de guerre, tandis que le projet de l'URSS propose d'interdire complètement de telles activités, tout en laissant les États libres d'utiliser l'énergie atomique à des fins scientifiques, pacifiques et humanitaires. Le représentant de l'URSS estime que l'on tourne en dérision les résolutions de l'Assemblée générale lorsqu'on propose que l'organisme international poursuive les recherches et apporte de nouveaux perfectionnements aux armes atomiques. L'URSS ne saurait se mettre à la merci d'un tel organe, qui agirait dans le sens désiré par la majorité de ses membres.

En conclusion, le représentant de l'URSS affirme que la résistance opposée par les États-Unis à l'interdiction des armes atomiques, ainsi que la course aux armements atomiques qui se

taking place served to expose the intention of the leading circles in the United States. Their desire was to maintain control over this weapon as long as possible as a means of pressure on other States to accept their expansionist policy. They did not realize that the majority of the people in their own country and throughout the world were opposed to aggression and war and would never approve the use of the atomic bomb for warlike purposes.

The delegation of the USSR could not accept the Canadian draft resolution (A/C.1/308) nor could it agree with the view that the Commission should terminate its work in the atomic field. Atomic energy was the greatest problem confronting mankind. The USSR would not capitulate to the difficulties in the way of elimination of the threat of atomic warfare and it was ashamed to see that the majority were prepared to do so.

The meeting rose at 1.05 p.m.

HUNDRED AND FORTY-SIXTH MEETING

*Held at the Palais de Chaillot, Paris,
on Friday, 1 October 1948, at 3 p.m.*

Acting Chairman: Mr. COSTA DU RELS (Bolivia).

9. Continuation of the discussion on the reports of the Atomic Energy Commission

Mr. McNEIL (United Kingdom) stated that his delegation could not accept the Syrian amendment (A/C.1/309) to the Canadian proposal (A/C.1/308). He thought that there was really no middle-way solution and that, if the unqualified opposition of the minority to the majority conclusions of the Atomic Energy Commission continued, it would be advisable to inform public opinion quite honestly that the Commission had come to a standstill.

He then refuted Mr. Vyshinsky's accusation that the United Kingdom Government had been evasive and dishonest during the discussion of the atomic energy problem. He quoted several extracts from statements made by the United Kingdom representative in the General Assembly¹ and called special attention to the amendment submitted by Sir Hartley Shawcross to Mr. Molotov's proposal. The United Kingdom amendment aimed at the setting up within the framework of the Security Council, of an international agency to control atomic energy, the activity of which would not be subject to the veto. Hence the attitude of the United Kingdom delegation had been clearly established at the very outset, and it had never changed since then. Mr. McNeil pointed out that, when the

¹ See Official Records of the second part of the first session of the General Assembly, 54th plenary meeting.

poursuit, révèle clairement les intentions des milieux dirigeants des États-Unis. Ceux-ci désirent conserver le plus longtemps possible le contrôle de l'énergie atomique et se servir de ce moyen de pression pour obliger les autres États à accepter leur politique d'expansion. Ils ne se rendent pas compte que la majorité des gens dans leur propre pays ainsi que dans le monde entier sont opposés à l'agression et à la guerre, et n'accepteront jamais que la bombe atomique soit utilisée à des fins militaires.

La délégation de l'URSS ne peut adopter le projet de résolution canadien (A/C.1/308) ni se ranger à l'avis de ceux qui estiment que la Commission doit mettre fin à ses travaux dans le domaine de l'énergie atomique. En effet, la question de l'énergie atomique constitue le problème le plus grave qui confronte actuellement l'humanité. L'URSS ne capitulera pas devant les difficultés qui s'opposent à l'élimination de la menace d'une guerre atomique; elle éprouve un sentiment d'indignation en constatant que la majorité semble prête à le faire.

La séance est levée à 13 h. 05.

CENT-QUARANTE-SIXIÈME SÉANCE

*Tenue au Palais de Chaillot, Paris,
le vendredi 1^{er} octobre 1948, à 15 heures.*

Président par intérim: M. COSTA DU RELS (Bolivie).

9. Suite de la discussion sur les rap- ports de la Commission de l'énergie atomique

M. McNEIL (Royaume-Uni) indique que sa délégation ne peut accepter l'amendement syrien (A/C.1/309) à la proposition canadienne (A/C.1/308). Il estime, en effet, qu'il n'y a pas réellement de solution intermédiaire et que si l'opposition sans réserve de la minorité aux conclusions de la majorité de la Commission de l'énergie atomique devait persister, il conviendrait, en toute honnêteté, d'en avertir l'opinion publique afin qu'il soit clair que l'on se trouve au point mort.

M. McNeil réfute ensuite l'accusation de M. Vyshinsky selon laquelle le Gouvernement britannique aurait été évasif et malhonnête dans la discussion de ce problème. Il cite plusieurs extraits de déclarations faites par le représentant du Royaume-Uni à l'Assemblée générale¹, et rappelle notamment l'amendement soumis par Sir Hartley Shawcross à la proposition de M. Molotov. Cet amendement visait à instituer un organe de contrôle international de l'énergie atomique, dans le cadre du Conseil de sécurité, mais sans que son activité soit soumise au veto. Ainsi, la position de la délégation du Royaume-Uni fut dès le début clairement établie; elle n'a jamais changé depuis. M. McNeil fait observer que, lorsque la délégation de l'Union soviétique a approuvé et voté la résolution de l'Assemblée

¹ Voir les Documents officiels de la seconde partie de la première session de l'Assemblée générale, 54^e séance plénière.